CORPS LÉGISLATIF.

CONSEIL DES CINQ-CENTS.

ÉGALITÉ. LIBERTÉ.

MESSAGE.

Extrait du registre des délibérations du Directoire exécutif.

Du premier nivôse, l'an sixième de la République française, une et indivisible.

Le Directoire exécutif, formé au nombre de membres requis par l'article 142 de la Constitution, arrête qu'il sera fait au Conseil des Cinq-Cents un message dont la teneur suit :

Le Directoire exécutif au Conseil des Cinq-Cents.

Citoyens Représentans,

Les armées de la République ont conquis la paix sur le continent : il leur reste un ennemi à combattre ; c'est le gouvernement anglais. Elles iront l'attaquer et le vaincre sur ses propres foyers. Il falloit des fonds extraordinaires pour l'armement et l'équipement des vaisseaux qui doivent transporter les colonnes républicaines aux plaines d'Albion. Le commerce de Paris a senti

21 XII 97

que tous les Français devoient seconder le dévouement des défenseurs de la liberté. Il a reconnu qu'on alloit combattre pour celle des mers, pour la restauration de nos manufactures, pour les arts, pour l'industrie; cette cause est la sienne. Il a remis au Directoire l'adresse jointe à ce message, par laquelle il lui demande de vous inviter à ouvrir un emprunt, dont le produit assure l'exécution des mesures adoptées pour effectuer une descente en Angleterre. Le commerce de Paris, en manifestant son voeu à cet égard, sait qu'il est seulement le précurseur de l'opinion publique. Ce n'est point un exemple qu'il donne à celui des autres communes, il n'aspire qu'à l'avantage de s'être fait entendre le premier. Tous les Français prendront part au succès du grand armement national. Où peut-on craindre de trouver des républicains assez indifférens sur les brillantes destinées auxquelles l'expédition proposée nous appelle? Où pourront se trouver des cœurs assez endurcis pour ne pas saisir l'occasion de seconder la généreuse impatience des défenseurs de la patrie, et de servir, par une simple avance, la cause sacrée à laquelle leurs frères, leurs enfans, sacrifient leur sang et leur repos?

Le Directoire exécutif pense, citoyens représentans, qu'un fonds très-promptement disponible de quarante millions, ajouté aux moyens que doivent procurer les lois rendues ou à rendre pour le complément du fonds de l'an 6, suffiroit pour l'exécution du plan qu'il a formé. Le Directoire exécutif vous la demande. La possibilité de la rentrée de cette somme ne doit être douteuse pour personne; vous pouvez en combiner le versement de manière qu'il relève le crédit public. Le commerce de Paris indique pour affectation au remboursement, l'établissement d'une contribution indirecte; les principes qui doivent faire adopter ce mode de perception, sont aujourd'hui universellement reconnus.

THE NEWBERRY LIBRARY CHICAGO

Les primes pourront être hypothéquées sur le succès de la grande opération que le Directoire exécutif prépare. L'armée d'Angleterre tiendra ses engagemens comme l'ont fait les autres armées de la République.

Le président du Directoire exécutif,

Signé, P. BARRAS.

Par le Directoire exécutif, le secrétaire général,

Signé, LAGARDE.

ADRESSE

Des commerçans et négocians de la commune de Paris,

AU DIRECTOIRE EXÉCUTIF.

Citoyens Directeurs,

Au moment où la nation française s'apprête à saisir corps à corps son éternel et implacable ennemi, au moment où nos corps invincibles s'apprêtent à franchir la barrière presque insurmontable que la nature semble avoir mise entre nous et les orgueilleux tyrans des mers, tout ce qui porte un cœur vraiment français et républicain se sent saisi de cet enthousiasme profond et irrésistible qui est l'ordinaire avant-coureur des événemens importans et des grands succès.

Les négocians de la France entière, et ceux de cette grande commune, ne sauroient se dissimuler que c'est leur cause sur-tout que les vainqueurs de l'Italie et du Rhin vont soutenir et venger avec tant d'éclat; que c'est le commerce sur-tout que les insolens dominateurs de l'océan avoient humilié et vouloient anéantir.

Oui, dans le délire de son ambition, le gouvernement anglais avoit rêvé la ruine totale du commerce français, l'anéantissement du commerce de toutes les puissances du continent : les négocians de l'Europe

entière doivent se réunir et s'armer contre ce gouvernement perfide.

Les négocians français n'ont pas besoin d'un motif particulier et personnel pour partager le sentiment sacré qui anime en ce moment toutes les ames républicaines. Eh quoi ! nous avons vu l'étendard tricolor flotter des rives du Texel jusqu'aux îles de la mer Egée ; nous ne verrons sur la surface du continent que des républicains amis ou des souverains qui s'honorent de notre alliance : et l'océan, ce père commun des richesses de l'univers; l'océan, qui doit porter notre gloire, nos arts, notre industrie, dans toutes les parties du monde; l'océan nous seroit interdit ! il gémiroit asservi sous une poignée d'orgueilleux insulaires !

Fiers et intrépides vainqueurs de Lodi, de Rivoli, du Tagliamento, de Fleurus, de Kell et de Neuwied, vous dont tous les pas ont été marqués par des triomphes et par l'affranchissement des pays que vous avez conquis, vous avez frémi de cette terrible idée.

Nous vous voyons vous presser en foule sur les rives de cet océan, offrir à la patrie vos belles destinées, accourir des bords du Rhin, des sommets des Alpes, pour rendre à la nation française sa puissance maritime, et au commerce national son ancienne splendeur. Nous lisons sur vos fronts l'impatience d'une noble vengeance; vous vous demandez, avec tous les républicains : Pourquoi la nation française ne seroit-elle pas respectée sur les mers, comme elle l'est sur le continent ? Prétendroit-on flétrir nos lauriers au sein même de nos triomphes?

Ah ! c'est en vain que l'Anglais, après avoir semé dans nos contrées les crimes et les maux de toute espèce, avec l'or dont il dépouilloit les nations asservies ou trompées, se cache dans ses nombreux vaisseaux; c'est en vain qu'il se flatte d'échapper à sa juste punition : nous reporterons au milieu de son

lle les fléaux dont il inonda nos provinces désolées ; mais, plus généreux et plus braves que lui, nous saurons modérer, nous saurons vaincre le ressentiment le plus légitime, du moment où il voudra reconnoître et expier ses longues et funestes erreurs.

Les négocians de cette grande commune, le commerce de la République entière, resteront-ils paisibles spectateurs d'un si noble mouvement ? Non, citoyens Directeurs : tous les négocians, tous ceux qui donnent le mouvement et la vie à l'industrie nationale, vous demandent de leur ouvrir la carrière civique dans laquelle ils doivent concourir au succès de la grande et généreuse entreprise que vous méditez.

Le commerce français pourroit-il hésiter à s'intéresser au grand armement national qui se prépare ? Les chances heureuses qu'il présente ne sont-elles pas à son profit, et ne doivent-elles pas lui rendre son ancien domaine enrichi de nouvelles conquêtes et de toute la prospérité qui appartient au commerce d'une grande nation ? Les négocians français pourroient-ils balancer entre la privation momentanée d'une jouissance stérile et un si bel avenir ?

Voici le moment favorable à l'affranchissement des mers pour nous et pour notre postérité ; et ce moment, ce sont nos victoires qui l'ont créé : le commerce français ne souffrira pas qu'il s'écoule en vain. L'Europe pacifiée n'auroit qu'une existence précaire, le continent resteroit humilié en présence de ces orgueilleux insulaires, si les plus puissans efforts ne concouroient, citoyens Directeurs, à l'exécution de vos projets.

Les vœux ardens de tous les Français, le courage indomté de nos guerriers, sont autant de gages du succès : mais il en est un sur lequel nous fondons, ainsi que vous, citoyens Directeurs, une espérance qui ne sera pas trompée ; c'est la valeur sublime et presque fabuleuse de ce jeune héros qui, en deux années de

triomphes non interrompus, a rempli l'univers entier du bruit de sa renommée, dont les vieillards admirent la prudence, dont les philosophes admirent la sagesse et le génie, dont le nom enfin est désormais inséparable de la victoire, et rappelle l'idée de toutes les vertus qui peuvent embellir la gloire elle-même.

Citoyens Directeurs, le commerce de Paris, dont nous croyons pouvoir être les organes, s'empresse de vous prier de faire passer au Corps législatif un message, pour l'inviter à ouvrir un emprunt qui vous donne des moyens aussi prompts qu'assurés d'effectuer une descente en Angleterre, d'y porter nos héros, celui qui les guide, et leur gloire.

Cet emprunt pourroit être hypothéqué sur un impôt indirect ; l'opinion publique se prononce aujourd'hui pour ce genre de perception : la durée de cet impôt devroit être bornée à l'époque de son remboursement, qui seroit combiné à cet effet. Il seroit à desirer que l'emprunt le fût aussi de manière à manifester avec un nouvel éclat la volonté de consolider la dette réservée, et d'affermir, de créer même le crédit public, qui doit s'attacher aux engagemens de la République française.

Pour copie conforme,

Le secrétaire-général du Directoire exécutif,

Signé, LAGARDE.

DISCOURS

PRONONCÉ

PAR JEAN DEBRY,

SUR le message et l'adresse ci-dessus.

Séance du premier nivôse an 6.

REPRÉSENTANS DU PEUPLE,

JE ne viens point parler sur le message que vous venez d'entendre, mais seulement sur l'acte vraiment patriotique qui y est joint, et dont plusieurs de nos collègues et moi avions connoissance il y a deux jours. Il marquera dans l'histoire de notre révolution, en montrant que le sentiment de notre dignité n'eſt point étouffé. Honneur aux négocians éclairés qui ont pris cette noble initiative, et donné ce mémorable exemple ! L'intérêt des

particuliers doit être dans l'intérêt de l'Etat; il prouvera, cet acte, quel parti un gouvernement sage et paternel peut tirer du caractère français et de l'esprit national, malgré tant d'efforts faits pour l'éteindre. Si nous représentons le peuple lorsque la sagesse et la maturité président à nos délibérations, nous le représentons aussi lorsque, dans des circonstances semblables à celles où nous nous trouvons, l'enthousiasme du patriotisme précède nos résolutions. En apprenant l'acte de dévouement qui vous est rapporté, je me suis cru ramené à ces beaux jours de notre révolution, où, après la chûte du trône, le peuple tout entier sembloit aller au devant de nos décrets, et les rendoit, en quelque sorte, inutiles, en devinant leurs dispositions, et les exécutant avant même qu'elles fussent connues. Ainsi, avant le 20 septembre, l'abolition de la royauté fut jurée à Beauvais, à Amiens, dans tous les lieux que traversoient les envoyés de l'Assemblée nationale; ainsi les hommes et les biens étoient offerts spontanément pour les besoins de la patrie, et les routes étoient couvertes de ces robustes agriculteurs dont le féroce Anglais avoit juré la mort, mais qui lui prouvèrent à Hondscoote que les temps des Valois étoient passés, et que la perfidie étoit la seule arme que son gouvernement pût employer avec succès.

Les grands jours de la République peuvent revenir, et nos victoires, en nous donnant le sentiment de nos forces; et l'indignation générale contre un gouvernement atroce qui combine et *exploite* le crime, contre un gouvernement, seule cause de tous nos maux, doivent nous les rendre. Que ce mot d'un de leurs orateurs (1) soit vérifié, savoir, que l'opiniâtreté sanguinaire du ministre n'a servi qu'à l'affermissement de

(1) Erskine.

notre République, et qu'en conséquence cette guerre commence par détruire le plus fort obstacle au bonheur de tous, *la division;* qu'elle soit repoussée, et que, suivant l'expression du poète, après avoir si souvent allumé la discorde dans nos foyers, par un juste retour l'Anglais tremble aujourd'hui pour les siens : nos troubles ont fait toute la tranquillité de cette nation. Non, je ne vous parlerai point des maux futurs que notre réunion et notre énergie doivent nous faire éviter : l'idée seule d'un insolent Anglais dictant des conditions humiliantes à des républicains, combinant dans les détours d'une paix plâtrée tous les moyens qui peuvent réaliser un jour son plan chéri d'exterminer tous les Français, ou de les réduire à l'esclavage; l'idée de l'Anglais venant à Paris, comme après l'infâme traité de Versailles, insulter à la nation trahie, à son commerce ruiné, ajouter l'outrage à l'opprobre, et souriant dédaigneusement au nom *du grand peuple*, une pareille idée est intolérable même pour l'imagination. Mais je vous parlerai de la juste vengeance que nos maux passés nous mettent en droit de répéter. Quels sont ceux, si j'en excepte ses exécrables agens, qui n'ont point eu ce gouvernement pour l'ennemi le plus cruel? Sont-ce les commerçans? C'est lui qui a desséché tous les canaux du commerce; il a violé tous les traités, foulé aux pieds les convenances, les actes et les droits des nations : sa main, sa main dévastatrice a brisé les superbes métiers de Lyon, comme elle a traîné dans les cachots ou à l'échafaud, sous les plus légers prétextes, tous les chefs de nos manufactures nationales, les chefs des ateliers de Rouen, de ceux de Sedan, de Saint-Quentin, de Cambray. Est-ce l'agriculture? C'est le gouvernement anglais qui a agité pendant quatre ans le flambeau de la plus horrible guerre civile dans les contrées de l'ouest; c'est là qu'il a pu se former son plan d'extermination, à la vue de la Vendée devenue un

vaste monceau de cendres et de cadavres. Sont-ce nos frères d'armes ? Ah ! s'ils oublioient que la gloire de la nation est leur patrimoine, des larmes de rage couleroient de leurs yeux en apprenant que leurs camarades, prisonniers en Angleterre, y sont dévoués à la lente torture du besoin, et à toutes les angoisses des privations. Sont-ce les citoyens des villes qui pourroient rester indifférens dans cette lutte importante ? Je ne rappellerai point des souvenirs douloureux que ce gouvernement a interposés entre les Français avec un si déplorable succès ; mais je leur dirai : Quels sont les perturbateurs de l'Etat qu'ils n'aient point aidés, et sur la punition desquels ils n'aient point ostensiblement gémi, comme sur un malheur qui les concernoit ? Je leur dirai : A qui devez-vous les Chouans, les Chauffeurs, les compagnies de voleurs et d'assassins organisées ? au gouvernement anglais. Qui s'est vanté de vos désastres, et a si bien pratiqué cette tactique atroce d'attribuer ses propres crimes à ses victimes ? c'est lui. Qui a médité l'incendie ? lui. Qui médite l'empoisonnement ? c'est encore lui.... Seroit-ce enfin les hommes que l'amour de la liberté n'a point encore touchés, qui croiroient n'avoir rien à venger dans cette querelle ? Qu'ils se souviennent des rochers de Quiberon : le même sort est réservé aux lâches transfuges de la France, soldés par l'Angleterre pour embraser la terre qui les vit naître ; si le ministre en a besoin, il les fera froidement servir de fascines pour garantir les insulaires, et pourra dire ensuite en plein parlement : *C'est autant de Français de moins.*

Représentans, que du haut de cette tribune le tocsin soit sonné contre l'éternel ennemi de la France, et que chaque représentant soit convaincu qu'en cherchant à éviter cette guerre, ce n'est point la paix qu'il rencontre, mais la servitude et la mort. La paix ! combien de fois ne l'avons-nous pas offerte, et avec quelle foi punique, avec quelles dérisoires démonstrations n'a-

t-on pas reçu nos offres ? Une paix sans doute n'est solide qu'autant que les parties contractantes y trouvent intérêt, honneur et sûreté. Mais avons-nous donc demandé d'autres conditions à l'Espagne, à la Prusse, à l'Autriche ? et n'avons-nous pas fait céder souvent le juste orgueil que pouvoient nous donner nos triomphes, au sentiment de modération et de convenance réciproque ? Il faut enfin que cette lutte scandaleuse se termine : nos ennemis sont divisés entre eux ; il est dans la nature des choses qu'ils le soient. Le projet de courir les chances de sa propre destruction pour opérer celle de son ennemi, ne peut être celui d'un peuple tout entier. Aucun homme sensé, en France, n'a la folie de penser que les membres de l'opposition soient moins attachés à l'intérêt de l'Angleterre que son ministère actuel : mais ces membres et le peuple anglais en majorité sont plus éclairés sur ces intérêts mêmes ; ils veulent la paix ; ils l'ont demandée, et elle eût été faite à des conditions raisonnables s'ils eussent été écoutés. Le ministre la repousse, parce qu'elle accéléreroit sa chûte en dévoilant ses déprédations et l'insolvabilité de la banque, dont, à l'époque de la paix tous les capitaux et les intérêts seroient exigés en numéraire ; et c'est pour garantir de quelques jours la puissance d'un vil ambitieux, que la guerre continue ses ravages, et que ces justes ressentimens que nous eussions sacrifiés à la tranquillité commune, vont obtenir un libre cours. Que toute l'horreur de ce fléau retombe sur la tête de ceux qui l'ont provoqué ! qu'ils aient la responsabilité de la guerre, comme ils ont, aux yeux de l'Europe, la responsabilité de crimes pour chacun desquels un particulier, dans toute société policée, auroit payé de sa vie ! Ce que nous devons faire maintenant, c'est de nous préparer par tous les moyens à pousser cette guerre avec vigueur, c'est d'attaquer le commerce anglais dans sa source, de le poursuivre par-tout, de lui

fermer tous les canaux d'écoulement. Son gouvernement ne veut point la paix : eh bien ! qu'il meure de pléthore; que tout Anglais éclairé sur ses intérêts reproche à ce ministre d'être la seule cause de la stagnation de ses capitaux ; que tous les Français se serrent dans la haine de l'artisan de leurs maux et du tyran des mers. L'ordre dans les dépenses, la bonne foi dans les engagemens, en tranquillisant l'intérêt privé, feront reprendre à l'esprit public tout son essor, toute sa première énergie, et l'exemple qui vient d'être donné ne sera point sans imitateurs. Si l'ennemi nous voit agir avec cette unanimité de vues, si la vigilance du gouvernement parvient à dévoiler tous ses pièges dans l'intérieur, si notre aversion profonde se portant en entier sur lui, le fait désespérer de pouvoir nous armer de nouveau les uns contre les autres, il est à moitié vaincu ; nos phalanges victorieuses feront le reste. Ce n'est point la première fois que l'Océan aura vu des bataillons français se presser sur ses bords pour aller venger l'honneur et la loyauté outragés : mais jamais les Gaulois, nos ancêtres n'y auront paru précédés d'aussi beaux, d'aussi glorieux souvenirs; les images de Fleurus, de Jemmappes, de Neuwied, de Kell, du Rhin, des Pyrénées, de Lodi, de Rivoli, de Castiglione, de Campo-Formio, précéderont les colonnes de nos défenseurs, comme autrefois les images de leurs dieux étoient portées par les peuples de la Germanie au milieu des batailles. C'est à la tête de ces cohortes ardentes que paraîtra, le drapeau d'Arcole à la main, cet homme de l'histoire, qui délivra l'Italie et donna la paix au continent. Que ses frères de gloire et lui remplissent leurs hautes destinées, et qu'ils voient à l'avance dans le concert de voeux et d'espérances qui les accompagne, la *mention honorable* de la patrie reconnoissante, comme nous trouvons dans leur cou-

rage, dans leur civisme, dans leur génie créateur, le présage assuré des succès de la cause sacrée qu'ils défendent.

Je demande que le message du Directoire et l'adresse des négocians de Paris, soient imprimés et distribués à chaque membre, au nombre de six exemplaires. J'en demande de plus le renvoi à une commission spéciale, qui sera tenue de faire son rapport sur cet important objet, dans le plus court délai.

DE L'IMPRIMERIE NATIONALE.
Nivôse, an VI.

857